MÉLANGES RELIGIEUX,

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI.

Montreal, Mardi, 11 Juillet 1848.

No. 87.

LETTE ENCYCLIQUE.

A NOS VÉNÉRABLES FRÈRES LES ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES

ET A NOS FILS BIEN-AIMÉS

PRÉPOSÉS A LA CENSURE CANONIQUE DES LIVRES

PUBLIÉS DANS LE DOMAINE TEMPOREL

DU SAINT-SIÈGE.

Vénérables Frères, Fils Bien-aimés, Salut et Bénédiction Apostolique.

Dans la dixième session du cinquième concile de Latran, et plus tard dans la dernière des règles de l'Index dressée par les Pères que le Concile de Trente en avait chargés, approuvées par Pie IV, Notre Prédécesseur de glorieuse mémoire (1), et sanctionnées par divers actes des autres Pontifes Romains, il est interdit de publier jamais aucun livre ou écrit, si d'abord il n'a été examiné et approuvé par l'autorité ecclésiastique. Or, la soif d'écrire et de lire, et le nombre des livres, des journaux surtout, augmente, en ce siècle, chaque jour à tel point qu'il devient très difficile aux censeurs ecclésiastiques de les examiner tous avec la maturité nécessaire. Une voie plus large est même ouverte aux fraudes de ceux qui s'efforcent de propager des doctrines perverses, funestes à la chose sacrée et à la chose publique, par des écrits et surtout par de petits livres publiés clandestinement : car leur méchanceté produit pour les fidèles un mal et un scandale d'autant plus grands que l'on croit ces publications examinées et régulièrement approuvées selon les règles des canons en vigueur. Considérant sérieusement toutes ces choses, et après avoir réuni en conseil plusieurs de Nos Vénérables Frères les cardinaux de la sainte Église romaine, ayant sous les yeux le décret de la quatrième session du Concile de Trente, où se trouvent des dispositions particulières pour l'impression et la publication des livres où l'on traite des choses sacrées, nous avons résolu de mitiger en quelque point les règles rappelées ci-dessus, de telle sorte que les censeurs ecclésiastiques puissent s'acquiescer avec plus de soin de leur office, ainsi renfermé dans de plus étroites limites, et qu'il n'arrive pas désormais facilement que des écrits frauduleusement soustraits, en partie du moins, à leur censure, ou qu'ils n'ont pu examiner suffisamment, puissent paraître en aucune manière avoir reçu leur approbation. C'est pourquoi de Notre propre mouvement, et en vertu de Notre autorité apostolique, modérant le décret du Concile de Latran et les autres lois sus-indiquées, nous déclarons, décrétions et permettons que dorénavant, et jusqu'à ce qu'il soit autrement statué par ce siège apostolique, les censeurs ecclésiastiques, dans les lieux soumis à notre pouvoir temporel, n'aient à s'occuper que des écrits relatifs aux divines Écritures à la théologie sacrée, à l'histoire ecclésiastique, au droit canon, à la théologie naturelle, à la morale et aux autres disciplines religieuses et morales de même nature et généralement des écrits dans lesquels la religion et les bonnes mœurs sont spécialement en cause. D'après cela, nous statuons donc et nous permettons qu'entre toute espèce de journaux et de livres, ceux-là seulement ne puissent être publiés qu'après avoir été soumis à la censure ecclésiastique préventive, qui traitent, comme nous l'avons dit, d'un sujet de morale ou de religion. Quant aux autres, ces articles seulement seront soumis à la censure, qui traitent un semblable sujet ou qui touchent de près à la cause même de la religion et des bonnes mœurs. Néanmoins, il ne sera jamais permis à personne, en vertu de cette permission, ni de publier de nouveau, ni de mettre au jour, traduits en une autre langue, les écrits condamnés et prohibés par les décrets antérieurs de l'autorité ecclésiastique, ou qui le seront à l'avenir. Si quelqu'un réimprime ou publie de nouveau les écrits ou livres de cette catégorie, ou viole en quoi que ce soit les lois ci-dessus rappelées, des canons et de ce saint-siège, dans les choses que notre présente lettre ne permet pas, il encourra à l'avenir comme par le passé, les censures et les peines déterminées par les lois antérieures : car, dans toutes les choses auxquelles il n'est pas dérogé par cette lettre, nous voulons que ces lois aient leur plein effet, et nous les confirmons de nouveau par l'autorité apostolique. Nous confirmons même, nommément, la peine pécuniaire portée par le décret rappelé ci-dessus, du cinquième Concile de Latran, qui mitigeait cependant en ce point que, dans le cas même les plus graves, elle ne dépassera pas désormais la somme de cent écus romains, et ordonnant que le montant en soit consacré à de pieux usages que l'Évêque déterminera dans sa prudence.

Voilà, Vénérables Frères, Bien-aimés, ce que nous avons cru devoir statuer, dans les temps où nous sommes, sur la publication des livres et journaux. Nous ne cessons pas cependant de prier avec supplication le Dieu des miséricordes et père des lumières d'être toujours plus propice à vous et à nous-même dans l'abondance de sa grâce et de bénir les soins par lesquels nous nous efforçons de défendre la cause de la religion et des bonnes mœurs et de la préserver de plus graves périls. Comme gage de notre charité la plus ardente

(1) Dans la Constitution *Dominici gregis*, du 24 mars 1564.

nous vous donnons avec amour la Bénédiction apostolique.

Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, die 2 junii anni MDCCCXLVIII, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PAPA IX.

La séance du comité des cultes de ce jour a été fort animée.

Après quelques discussions sur des questions secondaires, M. l'évêque de Quimper a demandé la parole, et s'adressant à M. Isambert, il a rappelé qu'à la fin de la dernière séance, l'honorable représentant avait posé en principe, comme un axiome de droit politique.

1° Il n'y a, il ne peut y avoir dans l'Etat qu'une seule souveraineté... la souveraineté nationale.

Puis il en avait tiré cette conséquence : 2° En vertu de sa souveraineté, l'Etat, sans toucher à la discipline ou à la juridiction de l'Église, peut fixer le nombre des titres ecclésiastiques. (Surtout des évêchés, que M. Isambert voudrait réduire à 45 ou 50).

M. Isambert ayant reconnu ces paroles, M. l'évêque de Quimper a déclaré qu'il avait besoin d'expliquer le principe, et qu'il allait combattre la conséquence.

"J'admets, a-t-il dit, le principe énoncé par M. Isambert ; il ne peut y avoir dans l'Etat qu'une souveraineté, la souveraineté nationale ; mais je tiens essentiellement à ces mots dans l'Etat. L'Etat signifie ou l'ensemble de tous les citoyens qui forment la nation et constituent le peuple français, ou le pouvoir qui gouverne cette nation : aujourd'hui, en France, ces deux notions se confondent jusqu'à un certain point, car le peuple est à la fois gouverné et gouvernant ; c'est une identité sous deux aspects différents. Ainsi ces mots, il n'y a dans l'Etat qu'une seule souveraineté, la souveraineté nationale, signifient : les Français comme citoyens ne relèvent que d'une seule souveraineté. C'est un point admis.

"Mais le Français, qui est comme nécessairement citoyen, qui l'est encore par les devoirs que ce titre impose quand il en a perdu les droits en tout ou en partie, le Français, en dehors de ce titre de citoyen, peut être et se dire librement croyant ou incroyant catholique, luthérien, juif, musulman ; et cette dénomination il la prend, il la laisse, la reprend à son gré, sans le concours et même contre la volonté de l'Etat, si l'Etat voulait le dominer ou le violenter en ce point. C'est tout simplement la liberté des consciences.

"Donc le Français, soumis à la souveraineté de l'Etat comme citoyen, en est indépendant comme croyant, chrétien, etc.

"Cette indépendance vis-à-vis de l'Etat, peut aller, et va effectivement pour le catholique, jusqu'à lui permettre de reconnaître pour régulateur suprême de ses croyances, pour dispensateur nécessaire des grâces spirituelles, les pasteurs de son Église, les évêques, dont l'Évêque de Rome est le chef par une primauté divine de juridiction. S'il plaît au catholique d'appeler cette autorité suprême du nom de souveraineté spirituelle, rien ne l'en empêche ; et l'autorité de l'Etat n'en subsiste pas moins dans son intégrité et sa majesté, sans retranchement et sans contrôles ; car l'Etat ne regarde que le citoyen ; l'Église ne considère que le chrétien.

"Ces explications données, arrivons à la conséquence déduite par l'honorable M. Isambert : l'Etat, comme souveraineté, peut déterminer le nombre des titres ecclésiastiques, en vertu de sa puissance essentielle et sans le concours de l'Église et de son chef.

"Si l'Etat disait : Je crois pouvoir suffisamment aux besoins des cultes en dotant cinquante évêchés, et je supprime le traitement des trente autres, il demeurerait dans les limites de ses attributions : sans doute, il y aurait lieu d'examiner si cette mesure ne blesserait pas la convenance, la prudence, l'équité naturelle, la justice conventionnelle ; mais, bonne ou mauvaise, elle ne dépasserait pas la puissance de l'Etat ; ce pourrait être un mal, ce ne serait pas une usurpation. Mais là s'arrête la souveraineté de l'Etat : la suppression du traitement. Il ne pourrait supprimer du même coup, le titre et la juridiction que ce titre confère. L'Etat atteint le Français comme citoyen et non comme chrétien ; or, je suis évêque comme chrétien non comme citoyen. Les pasteurs inférieurs reçoivent des pouvoirs ; les fidèles recourent à notre ministère, nous les marions, nous les absolvons, toujours comme chrétiens catholiques, et non comme citoyens français. Dans tous ces rapports, le titre de citoyen ne paraît pas ; l'Etat ne peut donc non plus se montrer.

"Et si je me suis servi de cette appellation de catholique, c'est seulement pour exemple, et parce qu'en ce moment nous sommes seuls en cause ; mais sans aucune pensée d'exclusion pour les dissidents qui veulent jouir comme nous du bénéfice de la liberté. L'erreur provient le plus souvent de la fautive idée que l'on se fait de la juridiction ecclésiastique, bien des personnes ne distinguant pas le pouvoir de juridiction du pouvoir d'ordre. Permettez-moi une comparaison puisée dans un ordre de choses que j'ai eu longtemps sous les yeux.

"L'Etat confère à un officier le titre de capitaine de vaisseaux : il en résulte, pour l'élu, certains droits, certains avantages, des prérogatives honorifiques, des profits matériels ; mais le capitaine titulaire pourrait-il se présenter sur un navire en armement dans un port de la République, à l'ancre dans une de nos rades, et dire : Je suis capitaine de vaisseau, je prend donc le commandement de ce navire ; officiers et marins, obéissez à mes ordres, déployez les voiles, etc. ?... Chacun lui répondrait : Vous êtes sans droits pour commander ici ; votre titre ne suffit pas ; il faudrait encore une commission spéciale vous confiant nommément ce navire et l'équipage qui le monte. Et si moi, évêque je disais à l'officier : Je suis votre chef, commandez ; il répondrait : Vous êtes mon chef comme croyant, et je ne puis commander ici que comme citoyen.

"L'application est facile ; voici un pasteur, évêque ou prêtre : en vertu de son ordination, il peut célébrer, etc. Il le fera valablement (mais non sans crime), s'il sous le

"copp d'un interdit ; mais pour donner un pasteur à un troupeau, pour marier, confesser, il faut une commission spéciale, une juridiction positive et déterminée. Nul prêtre nul évêque ne peut dire : Voici une église vacante ; je la prends et vais la gouverner ; et si le pouvoir civil, l'autorité souveraine de l'Etat, disait : Je vous charge de prendre soin de ces fidèles, de gouverner ce vaisseau qui doit les conduire à travers les écueils au port de la vérité et de la vertu ; la réponse est toute trouvée : J'obéirai quand vous commanderez au citoyen ; mais quand il s'agit de prières ou de sacrements, je prends ailleurs des inspirations et des ordres.

"Ces raisonnements me semblent irréfutables. Voyez ou m'énerai les prétentions contraires.

"L'Etat dirait à l'évêque de Quimper : Je juge qu'il y a trop d'évêques en Bretagne ; je supprime votre siège, et réunis votre territoire à l'évêché de Saint-Brieuc. Moi, Etat, je donne à l'évêque de Saint-Brieuc le droit d'ordonner des prêtres à Quimper, de donner des dispenses spirituelles, des absolutions sacramentelles à Quimper. En vertu de mon autorité souveraine, les dispenses de l'évêque de Saint-Brieuc sont valables à Quimper ; ses absolutions délieront les âmes à Quimper ; vous, au contraire, vous ne pouvez plus ni par vous-même, ni par vos prêtres, y baptiser, y marier, y absoudre... Mais, puissance souveraine de l'Etat, en quel lieu ou à quelle heure avez-vous mis la main sur le droit d'absoudre, de marier, de baptiser, d'ordonner, pour me l'enlever à moi et le donner à mon collègue ? Vous supprimez mon traitement, à la bonne heure ; vous me mettez hors des bâtiments de l'évêché ; soit ; mais m'enlever mes droits spirituels, allons donc ! Ces facultés s'accroissent ou se retirent par la puissance qui en est dépositaire ; la puissance de l'Église. Et si vous tenez à leur extension ou à leur retrait, adressez-vous à elle, et traitez à l'amiable.

"Je ne toucherais pas à la question d'opportunité ; si elle est soulevée, j'attaquerai tout projet de réduction des sièges épiscopaux, en réservant les droits du Souverain-Pontife. La parole a été prise successivement par M. M. Grandet, Isambert, Pradier, Arnaud, qui ont donné un grand intérêt à la discussion. La séance a été close par quelques mots de M. l'évêque de Quimper qui a rappelé l'objet du débat.

Ami de la Religion du 6 juin.

Les journaux italiens font connaître le concordat récemment conclu entre la Toscane et le saint-siège. Voici ce document :

1. Les évêques jouiront d'une liberté complète pour toutes les publications relatives à leur ministère.

2. La censure préventive des ouvrages qui s'occupent *ex professo* de matières religieuses, sera exclusivement réservée aux ordinaires. Appartiennent à cette classe tous ceux, où on se propose de traiter des sujets d'écriture sainte, de catéchisme, de liturgie, de piété, de théologie dogmatique ou morale, de théologie naturelle, de morale, d'histoire sainte et ecclésiastique, de droit canon.

3. Les évêques seront libres de confier à qui bon leur semblera le soin de la prédication évangélique, en faisant, d'une manière quelconque, connaître au gouvernement les noms des prédicateurs qu'ils voudraient envoyer hors des états du Grand-Duc.

4. Toutes les communications des évêques et des fidèles avec le saint-siège sont libres, y compris celles des réguliers avec leurs supérieurs généraux.

5. Le gouvernement de S. A. I. et R. se prêtera, dans la mesure de ses moyens, aux réclamations des évêques pour la défense de la religion et de la morale.

6. En égard aux circonstances des temps, le saint-siège ne fera pas difficulté de déférer aux tribunaux laïques les causes personnelles des ecclésiastiques en matière civile, ainsi que les causes réelles qui concernent les possessions et les autres droits temporels des clercs, des églises, des bénéfices et des autres fondations ecclésiastiques.

7. Toutes les causes spirituelles ou ecclésiastiques appartiennent exclusivement au jugement de l'autorité ecclésiastique, suivant la règle des saints canons.

8. Néanmoins, quand il s'agit du droit de patronage laïque, il sera permis aux tribunaux laïques de juger les questions relatives à la succession de ce droit. Dans les causes matrimoniales, après les sentences émanées de l'autorité ecclésiastique, suivant la règle des saints canons, les tribunaux civils pourront juger des effets civils qui en dérivent.

9. Le saint-siège ne s'opposera pas à ce que les magistrats laïques jugent les ecclésiastiques pour tout délit étranger à la religion, tout en maintenant à l'autorité ecclésiastique le libre exercice de la correction disciplinaire.

10. Pour les délits qualifiés contraventions, tels que la violation des lois de finance, les tribunaux laïques n'appliqueront aux ecclésiastiques que la peine pécuniaire.

11. Quand un ecclésiastique sera reconnu coupable d'un délit qui emporte une peine infamante, il devra être enfermé ou relégué dans un lieu séparé des autres condamnés sans être soumis à aucune exposition.

12. Tant dans l'arrestation que dans la détention des ecclésiastiques, on usera de tous les égards dus à leur caractère ; avis sera donné à l'autorité ecclésiastique de leur arrestation.

13. Dans le cas de condamnation à mort prononcée contre un ecclésiastique, les actes du procès et la sentence seront communiqués à l'évêque pour la dégradation du condamné, au terme fixé par les saints canons. Si l'évêque n'y trouve aucune difficulté, il prononce la dégradation dans le délai d'un mois. Au cas contraire

l'évêque expose à son Altesse impériale et royale les motifs qui lui paraissent favorables au condamné : une commission composée de trois évêques de l'état, choisis par le saint-siège sur six évêques proposés par le grand duc, examine ces motifs. Si elle les trouve mal fondés elle en avertit immédiatement l'évêque, pour qu'il procède sans autre appel à la dégradation. Si elle les juge bons, elle fait un rapport motivé à son Altesse, en recommandant le coupable à sa clémence.

13. L'administration des biens ecclésiastiques et de tout ce qui forme le patrimoine de l'Église est laissée à la libre disposition des évêques et des autres auxquels elle appartient, conformément au droit canon.

15. Pour toutes les autres choses qui concernent la religion et l'Église et le gouvernement des diocèses, on observera les dispositions des saints canons, et spécialement du concile de Trente.

LOUIS BONAPARTE, DÉPUTÉ.—Le droit souverain de l'élection, le bon sens et la fierté de l'Assemblée nationale ont emporté sur les maladroites frayeurs du gouvernement l'élection de M. Louis Bonaparte a été validée après une discussion qui a rempli toute la séance. Ce vote, accueilli ce soir avec joie par la population parisienne, a été rendu à une grande majorité. C'est, à notre avis, ce que l'Assemblée pouvait faire de mieux, de plus équitable d'abord, et ensuite, de plus généreux et de plus habile. Un décret de proscription, comme l'avait demandé la commission exécutive, non seulement aurait pu exciter dans Paris des troubles sérieux aujourd'hui même, mais encore il aurait fait peser sur l'Assemblée et sur la situation de durables périls. Un grand nombre d'électeurs se seraient trouvés transformés malgré eux en conspirateurs, uniquement parce qu'ils auraient voulu exercer librement un droit sacré, dont on ne peut logiquement démontrer qu'ils aient fait un usage illégal, et Louis Bonaparte n'aurait eu qu'à rester tranquillement à Londres pour devenir véritablement dangereux. Prétendant à l'empire il serait ridicule ou criminel ; prétendant aux droits de citoyen, qu'il peut l'accuser ? Il ne fait rien en cela que la justice n'approuve et que l'honneur même ne commande. Bonaparte et Bourbon peuvent sans honte abdiquer toute prétention à la couronne, personne ne comprendrait qu'ils renonçassent au titre de citoyens français. Du moment que ce titre et les droits qui s'y rattachent sont reconnus à Louis Bonaparte, il n'a plus rien à demander et il ne lui reste des privilèges de son nom que l'obligation d'être de tous les représentants du peuple le plus prudent et le plus respectueux envers les lois et les volontés de la République.

Il aura besoin de prudence. Si la majorité qui a validé son élection a visiblement obéi à un sentiment d'équité et à un sentiment de dignité, cependant il faut avouer que le bruit si maladroitement fait autour de son nom par les dépositaires du pouvoir a donné à la popularité tout historique de ce nom un caractère qu'elle n'avait pas. Louis Bonaparte, qui pouvait entrer à l'Assemblée sans esclandre, comme ses cousins, y entre, grâce au gouvernement, qui a voulu le chasser, en personnage et presque en chef de parti. C'est une force, et le sentiment républicain n'est pas exclusif de beaucoup d'ambitions de différentes natures qui vont chercher à s'emparer de cette force-là. Il sera le but de beaucoup d'intrigues. Aura-t-il assez de sagesse pour les écarter ? Voilà la question, et c'est aussi la seule éventualité qui n'ait pas été abordée par les orateurs qui ont parlé pour ou contre son admission.

Ces orateurs ont été nombreux. Quatre d'entre eux ont caractérisé les diverses nuances d'opinion qui partageaient l'Assemblée. M. Jules Favre a soutenu la validité de l'élection au double point de vue de la légalité et de la politique. M. Buzet a demandé que les élections fussent rasées comme ayant été faites au mépris d'une loi non encore abrogée, et parce que Louis Bonaparte, qui avait fait acte de prétendant, est en ce moment encore le drapeau d'un parti hostile à la République. M. Louis Blanc a parlé en faveur de l'admission, parce que les prétendants et les individus de sang royal sont trop peu de chose pour inquiéter la République. M. Ledru-Rollin, au nom du gouvernement, a conjuré l'Assemblée d'éloigner un homme dont la présence serait un danger considérable. L'honneur de la journée a été pour M. Jules Favre, qui a parlé en très habile avocat et qui n'a pas laissé debout un seul des arguments présentés par M. Ledru-Rollin ou par M. Buzet. Et en effet, si l'on invoque la loi de 1832, elle a été abrogée par l'admission de trois membres de la famille Bonaparte ; si l'on objecte que le nom de Louis Bonaparte est invoqué par les factieux, ce nom n'est pas le seul qu'on invoque, et par conséquent, il n'est pas le seul que l'on doive proscrire ; si l'on dit que Louis Bonaparte a conspiré, ne l'a-t-on pas dit de M. Louis Blanc, de M. de Lamartine, de M. Ledru-Rollin lui-même ? On a fait remarquer que parmi les hommes qui crient : Vive Bonaparte ! on trouve des visages de boulevard Saint-Denis et de l'Émeute du 15 mai : Est-ce qu'il n'y avait pas aussi quelques-uns de ces hommes qui, le 15 mai, criaient : Vive Ledru-Rollin et vive Flocon ? M. Jules Favre semblait prendre plaisir à détruire ainsi l'argumentation du cinquième directeur.

Univers.

La lettre suivante a été adressée au Vorort fédéral de Suisse :

Lucerne, le 8 juin 1848

Très honorés Messieurs,

Dans la dépêche adressée par moi le 19 avril de dernier à S. Em. le cardinal secrétaire d'état de sa sainteté, je faisais observer que, pour aboutir à un résultat convenable, ma mission en Suisse exigeait plus de temps qu'on ne l'avait supposé d'abord. Je demandais en conséquence des instructions sur cette prolongation de séjour.

Dans cette même dépêche et dans plusieurs autres qui la suivirent, j'exposais en outre l'état des questions religieuses dans ce pays. Pendant ce temps aussi s'accomplissait sur plusieurs points de la confédération